

en être chargé est, malheureusement, tombé soudainement malade, ce matin, et j'ai été appelé, à un moment d'avis, à prendre sa place. Dans ces circonstances, la chambre m'accordera, je l'espère, l'indulgence qu'elle eût accordée à mon collègue, s'il se trouvait présentement à ma place.

Nous sommes heureux d'apprendre que Son Excellence le gouverneur général, durant le voyage qu'il vient de faire dans les provinces du Nord-Ouest, a été reçue partout avec toute la loyauté et le bon vouloir que les Canadiens n'ont jamais manqué de manifester aux représentants de Sa Majesté, qui les ont visités. Dans la province éloignée de la Colombie Anglaise, où, je crois pouvoir le dire sans craindre d'être contredit, la population est plus cosmopolite que dans toute autre partie du Canada; où se trouvent toutes les croyances, toutes les races et nationalités, Son Excellence reconnaîtra qu'elle a été reçue, là, avec non moins de loyauté que dans les provinces de l'Est.

Je suis heureux de constater que le sentiment national canadien se développe considérablement sur le versant occidental des Montagnes Rocheuses. Avant que la grande route nationale, dont nous sommes si fiers, fût achevée, les habitants de la Colombie Anglaise étaient virtuellement privés de tout rapport avec leurs frères de l'Est. Notre commerce d'alors se faisait presque entièrement avec la mère-patrie et les Etats-Unis d'Amérique. Nous avions avec les habitants de l'autre côté de la ligne frontière des relations plus intimes qu'avec ceux du Canada oriental. Mais aujourd'hui, M. l'Orateur, je suis heureux de voir que la situation s'améliore rapidement, grâce au fait qu'il nous est beaucoup plus aisé qu'autrefois de communiquer avec les habitants du Canada oriental. Nous commençons maintenant à nous apercevoir que nous sommes réellement des Canadiens comme ceux de l'Est; mais l'une des choses qui contribuent à développer ce sentiment national, est le fait que nous recevons de temps à autre la visite de quelques-uns des hommes publics des provinces de l'Est.

Nous sommes également heureux de voir que Son Excellence, durant ce voyage, ait pu remarquer le grand progrès accompli dans le développement des ressources naturelles de cette région. Tout homme doué d'une intelligence ordinaire ne peut, comme nous qui représentons cette province éloignée, traverser cette région sans voir le progrès rapide que font d'une année à l'autre les diverses industries. Chacun, naturellement, connaît, ou doit connaître mieux sa propre province que les autres parties du Canada. Quant à moi, je puis dire, M. l'Orateur, que la Colombie Anglaise, depuis l'arrivée de son premier habitant, n'a jamais été aussi prospère qu'à présent. L'exploitation de ses pêcheries se développe considérablement; ses houillères produisent des milliers et des milliers de tonnes; ses scieries sont occupées constamment, et jour et nuit, et vous ne pouvez voyager, pendant vingt-quatre heures, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, sans voir de grands wagons chargés de machines à destination de la côte du Pacifique, et devant servir à la coupe d'arbres gigantesques qui se trouvent dans cette région.

Pour ce qui regarde les pêcheries de la côte du Pacifique. La production, il y a quinze ans, se montait à 3,000 boîtes. Aujourd'hui, elle est de 400,000 boîtes. Les houillères de l'île Vancouver produi-

saient à peine 34,000 tonnes, il y a quinze ans. Aujourd'hui, leur production est de 450,000 tonnes; on ne saurait donc s'empêcher de voir, en présence de tels chiffres, les progrès de cette province. Où l'on ne voyait autrefois qu'une seule scierie nous en comptons, aujourd'hui, une dizaine. Plusieurs manufactures ont été établies. Les capitaux nous viennent du Canada oriental et des Etats-Unis.

Je crois pouvoir le dire avec assurance, les honorables députés qui habitent la Colombie et qui connaissent cette province comme je la connais, entrevoient le jour qui n'est pas très éloigné, où les provinces de l'Est devront admettre que la province la plus riche dans tout le Canada est la Colombie Anglaise.

Il y a, M. l'Orateur, un autre paragraphe qui m'intéresse particulièrement. C'est celui dans lequel Son Excellence attire l'attention sur la mer de Behring, et mentionne le fait qu'il y a lieu d'espérer que nous arriverons bientôt à un règlement. Cette question est devant la chambre depuis trois ans, et il m'est inutile de m'étendre sur ses détails pour en faire connaître la nature. J'attirerai, cependant, l'attention de la chambre sur quelques-unes des paroles prononcées par un citoyen notable des Etats-Unis, un homme que nous aurions supposé être du côté de nos voisins dans leurs réclamations; mais qui, comme je vais le démontrer, a exprimé l'opinion que les Etats-Unis n'avaient aucun droit sur cette question de la mer de Behring. Je veux parler de M. J. B. Angell. Ce citoyen américain est l'une des autorités les plus éminentes, dans les Etats-Unis, en matière de droit international, et il était aussi, je crois, le représentant des Etats-Unis dans la commission des pêcheries qui a négocié récemment un traité à Washington.

Dans un article publié dans le *Forum* M. Angell dit d'abord que

La Grande-Bretagne procède après mûre délibération et sans aucunement s'exciter;

Et il espère que bientôt, l'Angleterre et les autres pays étrangers finiront par s'entendre avec les Etats-Unis pour la protection des phoques.

Nous sommes très heureux, M. l'Orateur, d'entendre dire que l'Angleterre procède après mûre délibération et sans s'exciter, et ceux qui se livrent à la pêche aux phoques sont de même d'avis qu'il y a déjà trop de délibération. Ils trouvent passablement dur d'avoir été dans l'obligation d'attendre trois ans et plus, pour obtenir une réparation des pertes subies par eux et des insultes dont ils ont eu à souffrir.

L'autre point sur lequel M. Angell attire l'attention, est le fait que l'Angleterre et les Etats-Unis sont également intéressés à s'occuper de la protection des phoques, parce que toutes les peaux de phoques pêchés dans la mer de Behring, sont expédiées en Angleterre où elles sont préparées.

M. Angell s'exprime ensuite comme suit :

La question est de savoir si, pour cette fin louable, qu'est de préserver les phoques d'une destruction complète et de maintenir notre droit incontestable de contrôler la capture de ces animaux sur les îles Pribyloff, nous pouvons justement aborder des vaisseaux étrangers, les visiter et les saisir dans la mer de Behring, à plus de trois milles de la terre ferme.

En 1821, lorsque la Russie décréta sa souveraineté sur une étendue de 100 milles, à partir du rivage, M. James Quincy Adams, qui était Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, protesta très-énergiquement contre cette prétention de la Russie, et l'Angleterre en fit